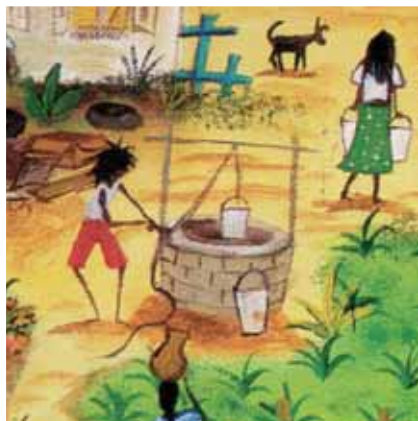




RAPPORT SUR L'EFFICACITÉ DE LA COOPÉRATION SUISSE AU DÉVELOPPEMENT DANS LE SECTEUR DE L'EAU



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO



L'essentiel en bref	4
Cadre de l'analyse d'efficacité	6
Accès à l'eau: qui sont les bénéficiaires?	7
Effets directs sur la population	9
Effets sur les conditions cadres	13
L'efficacité à un bon prix	16
Durabilité des effets	17
Effets sur la politique multilatérale et les réseaux spécialisés	19
Annexes	
Liste des projets visités	21
Méthodes appliquées – en un coup d'œil	22
Tableau: Evaluation des projets bilatéraux	22

Remarques concernant la structure du rapport

Le présent rapport expose, dans un premier temps, des données simples concernant l'efficacité des programmes, avant de passer à des analyses plus complexes. Le chapitre «Accès à l'eau» fournit des informations sur les catégories et le nombre de bénéficiaires des programmes menés dans le secteur de l'eau. Dans le jargon spécialisé, ces données sont également désignées sous le terme de «outcome» (résultats). Les chapitres «Effets directs sur la population» et «Effets sur le contexte général» exposent ensuite l'utilité d'un accès à l'eau pour les groupes-cibles, ainsi que pour les régions et les institutions concernées. Les spécialistes utilisent à cet égard le terme d'«impact». Le chapitre intitulé «Durabilité des effets» se penche sur le potentiel des résultats obtenus en termes de durabilité et, dans certains cas, sur la durabilité effectivement observée. Le chapitre

«Effets sur la politique multilatérale et les réseaux spécialisés» démontre, à partir d'exemples concrets, la participation active et fructueuse de la Suisse aux institutions et aux programmes internationaux, qui permet non seulement de renforcer les effets, mais aussi d'en étendre la portée. Le chapitre «L'efficacité à un bon prix» complète cette présentation avec une évaluation des coûts (des programmes) et de l'utilité (des effets atteints).

Le rapport se penche également sur les cas où les effets (positifs) escomptés n'ont pas été atteints (complètement), ainsi que sur ceux où des problèmes importants ont entravé la mise en œuvre des programmes. Sur la base des données collectées en vue de l'établissement du présent rapport, les auteurs se sont efforcés de résumer les principaux effets obtenus et de les expliciter brièvement au moyen d'exemples. Ces derniers ne sont toutefois pas présentés dans le détail.

Editorial

Le présent rapport sur l'efficacité de la coopération au développement fournie par la Confédération s'adresse à un large public et rend compte du succès des mesures engagées, mais également des difficultés rencontrées et des défis à relever.

La DDC et le SECO ont décidé de centrer cette analyse sur les programmes consacrés à la gestion de l'eau. L'accès à cette ressource pour la consommation et pour la production est en effet décisif dans la lutte contre la pauvreté. Il compte parmi les objectifs internationalement reconnus et promus (dits Objectifs du Millénaire pour le développement, OMD) pour lesquels la Suisse s'engage depuis de nombreuses années, aussi bien dans les pays en développement et les pays en transition qu'au sein des organisations internationales. Elle estime dès lors que les résultats de ces efforts concernent la population suisse au premier chef.

Le bilan global tiré des programmes de gestion de l'eau permet de conclure que le travail de développement est utile et qu'il a du

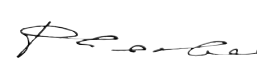
sens : d'une part, l'accès à l'eau est un droit humain et de nombreux besoins en la matière ne sont pas couverts ; d'autre part, la coopération au développement est efficace et génère des changements positifs.

Si le présent rapport vise à dresser un bilan des effets obtenus jusqu'ici, il doit aussi permettre d'améliorer l'engagement de la Suisse dans les programmes focalisés sur l'eau. Enfin, les réactions qu'il suscitera devraient aider la Confédération à mieux répondre à l'avenir aux attentes de la population en matière de reddition de comptes.

Nous vous en souhaitons bonne lecture et vous remercions d'ores et déjà de vos remarques et suggestions.

Martin Dahinden
ambassadeur,
directeur de la DDC

Jean-Daniel Gerber
secrétaire d'Etat,
directeur du SECO

Rôles de la DDC et du SECO

La DDC soutient des programmes lancés en milieu rural dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable, de l'assainissement de base et de la petite irrigation dans les pays du Sud, en Asie centrale et en Europe de l'Est. A cette fin, elle applique des mesures alliant coopération au développement et aide humanitaire.

Le SECO s'attache à promouvoir la mise sur pied de systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'évacuation des eaux usées en milieu urbain dans les pays du Sud, en Europe de l'Est et en Asie centrale.

La Confédération (DDC et SECO, en

collaboration avec d'autres offices fédéraux et des acteurs privés) exerce une influence accrue dans la discussion menée à l'échelle internationale dans ce secteur spécialisé et met à profit les nouvelles connaissances acquises en la matière. La Suisse s'associe aussi étroitement aux efforts déployés par des organisations multilatérales, afin de renforcer sa contribution à la réalisation des objectifs de développement poursuivis par la communauté internationale.

Réactions au rapport: info@deza.admin.ch



Abreuvoirs à bétail près d'une pompe au Niger (photo: A. Winizki)

L'essentiel en bref

Au cours des cinq dernières années, la coopération suisse au développement a investi en moyenne 68 millions de francs par année dans des programmes de gestion de l'eau. Le présent rapport montre que ces efforts ont contribué de façon importante à réduire la pauvreté, à renforcer les institutions locales et à créer des conditions générales favorables au développement. Si le bilan global est positif, les questions d'environnement méritent cependant une attention accrue.

Accès à l'eau et assainissement

Durant la période sous revue, les programmes mis en œuvre par la Suisse dans le secteur de l'eau ont permis, chaque année, à quelque 370'000 personnes supplémentaires de bénéficier d'un accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, et à 30'000 personnes d'obtenir un accès aux systèmes d'irrigation.

Par ces résultats, la Suisse a fortement contribué à la réalisation de l'ODD 7, à savoir: «Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à un assainissement rudimentaire.»

Loin d'être négligeable, cette contribution directe représente cependant moins de 1 % de l'objectif mondial. La Suisse entend donc la renforcer par un soutien financier et technique à des organisations multilatérales. Elle accorde en outre une place prépondérante à la concertation et à la collaboration avec d'autres donateurs dans les pays partenaires ainsi qu'à la promotion et au soutien ciblés des programmes nationaux de gestion de

l'eau. Dans plusieurs des pays concernés par cette analyse, la Suisse a d'ores et déjà obtenu des résultats importants.

Effets bénéfiques de l'accès à l'eau

Un meilleur accès à l'eau a pour effet d'endiguer la propagation de certaines maladies, de raccourcir le temps nécessaire pour s'approvisionner, d'accroître les revenus et d'élargir les connaissances (p. ex. sur les maladies et l'hygiène). Les progrès sont également d'ordre structurel: amélioration de la place économique, consolidation des entreprises d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et protection de l'environnement.

La promotion des institutions locales est l'un des secteurs dans lesquels la coopération suisse a obtenu les résultats les plus notables: les bénéficiaires des programmes prennent eux-mêmes en charge l'exploitation et l'entretien des installations.

Par ailleurs, l'engagement de la Suisse dans des régions où règnent des conditions difficiles ainsi que ses impulsions pour réduire les risques de catastrophes naturelles et de

Pression sur les ressources en eau

Au Niger, des améliorations importantes ont été réalisées au niveau de l'accès à l'eau. Les changements climatiques et la non-observation de principes écologiques pourraient cependant mettre ces acquis en péril. Chacun veut profiter de l'amélioration de l'offre en eau et la présence temporaire de troupeaux étrangers augmente, conduisant au surpâturage.



Station d'épuration des eaux à Debrecen, Hongrie (photo: SECO)

conflits liés à l'eau ont contribué à prévenir des crises.

Le franc suisse bien investi

Les investissements consentis dans le secteur de l'eau ont un bon rapport coût/utilité: dans les projets ayant fait l'objet de la présente étude, chaque franc suisse investi a engendré un bénéfice social et économique oscillant en trois et cinq francs, ce qui confirme le bien-fondé économique, aussi, de ces efforts.

Chances de durabilité prouvées

Les programmes suisses réalisés en collaboration avec des partenaires motivés ont déployé de meilleurs effets et montré une durabilité supérieure à ceux dans lesquels les problèmes n'étaient pas abordés dans leur intégralité ou qui étaient mis en œuvre avec des partenaires peu favorables aux réformes.

Dans certains cas, des guerres civiles ou une mauvaise gouvernance ont retardé l'avancement des projets et se sont répercutées négativement sur leur durabilité.

L'un des grands défis posés à l'ensemble des partenaires réside dans la mise en œuvre conséquente d'une gestion intégrée de l'eau, compte tenu, en particulier, des risques liés aux changements climatiques.

Tout changement exige du temps

En matière de coopération au développement, le public aimerait voir des effets

rapides, ce qui traduit un souci des plus légitimes. Cependant, le quotidien dans les pays en développement et les liens entre facteurs favorables et défavorables sont souvent complexes. Les études menées pour établir le présent rapport ont montré que les données sociales, politiques et économiques se modifiaient parfois très vite, se répercutant fortement sur le succès ou la durabilité des programmes suisses. C'est la raison pour laquelle il est essentiel que l'engagement soit planifié à long terme, aux plans tant local et national qu'international, de façon qu'il soit possible d'influer également sur les conditions générales prévalant dans les pays concernés.

Partenariats internationaux indispensables

L'influence de la Suisse sur l'agenda mondial arrêté dans le secteur de l'eau est plus importante que ne le laisse supposer le volume de son engagement financier. La Suisse occupe en effet une bonne position en comparaison internationale.

L'approche qu'elle a adoptée et qui consiste à œuvrer non seulement dans les pays mêmes, mais aussi au sein des organisations et des programmes internationaux et multilatéraux dans le secteur de l'eau – a fait ses preuves. Ces deux niveaux de coopération lui ont permis d'améliorer ses connaissances et son travail, un avantage dont profitent à leur tour les pays en développement.

Succès au Nicaragua

Aux yeux des Nicaraguayens, l'approvisionnement en eau potable est la principale clé d'amélioration de la qualité de vie. La capacité à s'organiser exercée dans ce secteur s'étend à d'autres domaines.

Normes européennes atteintes

Grâce au soutien fourni par la Suisse en matière de traitement des eaux usées, l'eau de la ville de Debrecen (Hongrie) répond désormais aux normes européennes.

Partage du savoir: un facteur de plus en plus important

Par l'intermédiaire du Partenariat mondial de l'eau (PME) – soutenu par la Suisse –, le Maroc a pu développer de nouvelles stratégies de lutte contre la sécheresse en collaboration avec des pays exposés à ce problème, tels que les États-Unis, l'Afrique du Sud et l'Australie.

Cadre de l'analyse d'efficacité

Depuis des décennies, l'eau figure parmi les secteurs importants de la coopération suisse au développement, où les différents programmes tendent à améliorer l'approvisionnement en eau potable, les systèmes d'évacuation des eaux usées et d'assainissement ainsi que l'irrigation et la gestion de cette ressource. Les bases scientifiques du présent rapport ont été élaborées par l'Institut allemand pour la politique de développement (Deutsches Institut für Entwicklungspolitik – DIE).

Le programme suisse

La Suisse soutient ses partenaires avec son savoir-faire et des moyens financiers, et renforce son efficacité en collaborant avec d'autres programmes et bailleurs de fonds. Les projets de gestion de l'eau sont menés aussi bien dans des pays en développement du Sud que dans des pays en transition de l'Est.

Dans le cadre de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, la Suisse apporte son appui à divers types d'initiatives dans le secteur de l'eau:

- Les projets bilatéraux, qui sont développés et mis en œuvre directement avec les pays partenaires et qui bénéficient de prestations importantes de la part d'organisations non gouvernementales, du secteur privé et d'institutions internationales. Figurent dans cette catégorie, à titre d'exemples, des projets d'infrastructures, des programmes de formation et des conseils en matière politique.
- Les projets multilatéraux, qui sont des contributions de soutien fournies à des organisations œuvrant à l'échelle supranationale. Ils se concentrent sur la recherche, le partage des connaissances, le dialogue stratégique, la formulation de politiques et la mise en œuvre de mesures.
- Les réseaux suisses, qui encouragent le partage du savoir et la coordination entre organisations en Suisse.

Plus qu'un programme «suisse»

En règle générale, la Confédération soutient des programmes planifiés et cofinancés par les partenaires sur place. Il ne s'agit donc pas d'initiatives purement «suisses».

Les contributions propres des bénéficiaires sont importantes dans bon nombre des projets examinés pour le présent rapport. Elles ne sont pas de nature purement financière, mais consistent souvent en une collaboration active à la mise en œuvre des projets.

Les programmes analysés font également l'objet d'une concertation avec ceux d'autres bailleurs de fonds.

Fondement scientifique

En collaboration avec le bureau de consultants FAKT, l'Institut allemand pour la politique de développement (DIE) a examiné en 2007 dix programmes suisses de gestion de l'eau menés dans les neuf pays suivants: Bangladesh, Hongrie, Kirghizistan, Moldavie, Mozambique,



Participation de la population en Moldavie (photo: T. Umbehrl)

Nicaragua, Niger, Ouzbékistan et Tadjikistan.

Certains programmes ont déjà une longue histoire, puisque les plus anciens remontent à 1975. Dans d'autres pays, la présence suisse n'a duré que quelques années. L'étude se concentre en règle générale sur les cinq dernières années d'activité.

Le choix a été opéré par la DDC et le SECO, qui ont veillé à un équilibre entre les priorités géographiques, les objectifs visés par les programmes et les contributions fournies par les services de la Confédération. Les chances de succès évaluées au départ n'ont pas été déterminantes dans cette sélection.

Le DIE a en outre examiné onze projets multilatéraux ainsi que le travail de deux réseaux suisses.

Les programmes bilatéraux et multilatéraux considérés totalisent un budget annuel de 22

Pays partenaire du programme suisse de gestion de l'eau

La Moldavie est le pays le plus pauvre d'Europe. Près de la moitié de la population y vit au-dessous du seuil de pauvreté, voire, dans les zones rurales où le programme suisse se déploie, dans l'extrême pauvreté.

millions de francs, soit 32 % du budget global consacré à l'eau.

Procédure adoptée pour l'analyse de l'efficacité

Quatorze experts ont collaboré à l'étude. Ils ont tout d'abord procédé à une analyse des documents, puis ont réalisé des interviews téléphoniques avec des participants et fait remplir des questionnaires à des responsables. Dans sept cas, ils se sont rendus sur place pour vérifier l'efficacité de visu. Les données ont alors été récoltées principalement à l'occasion d'ateliers ayant réuni la population concernée.

Une comparaison des résultats provenant des diverses sources a montré une bonne concordance. Le présent rapport s'appuie sur un vaste matériel et fait notamment référence aux conclusions d'une évaluation menée en parallèle sur le rapport coût/utilité de programmes suisses de gestion de l'eau.

Ces travaux ont mis en évidence le fait que dans les projets soutenus par la Suisse, le relevé des données sur l'accès à l'eau et sur l'efficacité des mesures prises devait être amélioré.



Canal principal d'irrigation dans la vallée de Fergana, Asie centrale (photo: M. Kollmuss)



Province de Téra (Niger): aménagement de seuils d'épandage dans le fleuve (photo: DIE)

Accès à l'eau: qui sont les bénéficiaires?

Au cours des cinq dernières années, 400'000 personnes par an ont directement bénéficié de l'engagement de la Suisse dans le secteur de l'eau. L'adduction d'eau et l'assainissement se sont améliorés dans les villes et, dans les zones rurales, l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement de base et les installations d'irrigation ont progressé.

Région de Téra (Niger): aménagement de seuils d'épandage dans le lit du fleuve

Par des moyens simples, tels que la construction de seuils d'épandage, le volume d'eau disponible a été sensiblement accru.

Approvisionnement en eau potable

Au cours des cinq dernières années, les 30 % de l'aide suisse au secteur de l'eau ont été investis dans les villes. A Debrecen (Hongrie), la Suisse a contribué à améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour quelque 195'000 personnes. Selon les sondages menés auprès des usagers du réseau urbain, le degré de satisfaction est bon (80 sur 100). À Khujand (Tadjikistan), les programmes ont atteint 40'000 personnes.

Les moyens sont investis de façon efficace. Ainsi, à Debrecen (Hongrie), les efforts se sont notamment portés sur la lutte contre le gaspillage d'eau: la consommation des ménages – relativement élevée avant le lancement du projet suisse, avec 200 à 250 litres par jour et par personne – a été ramenée à 80 litres. Une économie qui permet d'alimenter beaucoup plus de familles avec le même volume d'eau.

La situation initiale et les possibilités d'atteindre les populations sont souvent moins

Irrigation dans la vallée de Fergana

En raison de défauts techniques dans le système de canalisation et d'une utilisation de l'eau par des personnes non autorisées, les pertes dans cette région étaient considérables avant le lancement du projet: 50 à 60% seulement de l'eau canalisée parvenait au destinataire final. Pour y remédier, le programme suisse a surtout tablé sur des mesures organisationnelles, qui se sont avérées efficaces pour quelque 680'000 paysans.

La barre placée haut à Cabo Delgado (Mozambique)

Le programme suisse lancé en 1979 avait pour ambition de garantir l'approvisionnement en eau potable et d'améliorer l'assainissement d'une province dont la superficie est deux fois plus étendue que celle de la Suisse (1,3 million d'habitants). Si la progression a été rapide, les résultats n'ont pas été durables: en 2002, seuls 58% des puits étaient encore en état, car de nombreux facteurs importants avaient été négligés dans ce projet, notamment le manque de pièces de rechange pour les installations et la capacité d'organisation insuffisante de la population. Depuis lors, la Suisse et les autorités mozambicaines ont réagi et réorienté le projet.

Investissements à Khujand (Tadjikistan)

Depuis le lancement du projet en 2005, environ un tiers des canalisations d'eau et des raccordements aux maisons ont été remis en état et une pompe endommagée a été remplacée. Quelque 40'000 personnes profitent de ces améliorations dans une ville où, jusque-là, la déperdition d'eau atteignait 40 à 60% en raison du manque d'étanchéité des conduites.

favorables dans les zones rurales. Ces dernières ont bénéficié de 70% de l'aide fournie par la Suisse dans le secteur de l'eau durant les cinq dernières années.

L'investissement de la Suisse est important et se reflète dans les chiffres: les programmes menés depuis 25 ans au Nicaragua ont permis à 285'000 personnes d'accéder à l'eau potable. Au Niger, ce sont quelque 700'000 habitants qui bénéficient d'un meilleur accès à cette ressource depuis le lancement des projets en 1978.

Dans certaines régions, on constate par contre des régressions: à Cabo Delgado (Mozambique), le taux d'approvisionnement de la population a fortement reculé, puisqu'il est passé de 61% en 1996 à 41% en 2002 – notamment en raison du manque de pièces de rechange pour les pompes manuelles dû à une interdiction d'importation. Depuis lors, la Suisse a remanié le projet et obtenu la levée de cette interdiction, ce qui s'est traduit par une nette amélioration des conditions.

Assainissement et évacuation des eaux usées

Dans tous les pays, l'évacuation des excréments (latrines) et l'éducation à l'hygiène font partie intégrante des projets suisses de gestion de l'eau. En l'absence de telles mesures, les effets escomptés sur la santé ne seraient pas satisfaisants.

Le succès des programmes diffère d'un pays à l'autre. Tandis que les progrès ont été importants au Nicaragua, ils ont été moins marqués à Cabo Delgado (Mozambique).

Les expériences faites par la Suisse rejoignent celles d'autres pays donateurs: il est plus difficile d'obtenir de bons résultats dans le domaine de l'assainissement que dans celui de l'approvisionnement, car le premier exige souvent des changements de comportement.

À Debrecen (Hongrie) comme à Nukus (Ouzbékistan), l'évacuation des eaux usées figurait en tête des priorités établies par les partenaires. Dans les deux villes, la qualité de l'eau a été améliorée grâce à l'engagement de la Suisse. À Nukus, quelque 80'000 personnes bénéficient aujourd'hui d'un meilleur raccordement aux égouts.

Irrigation

Au cours des cinq dernières années, quelque 150'000 personnes ont profité d'un meilleur

accès aux infrastructures d'irrigation grâce aux investissements consentis par la Suisse.

Dans la vallée de Fergana (Asie centrale) – qui couvre une superficie de 1700 km² –, la Suisse a soutenu la modernisation des structures d'irrigation et de l'agriculture, un projet dont quelque 680'000 personnes ont bénéficié, directement ou indirectement.

Dans les régions arides comme le Niger, des mesures simples ont permis d'accroître le volume d'eau disponible: à Téra par exemple, des seuils d'épandage ont été construits dans le lit du fleuve, ce qui a eu pour effet d'élever le niveau des nappes



Rénovation du réseau de distribution à Khujand (photo: SECO)

phréatiques aux alentours. L'eau est utilisée pour la consommation des habitants, l'abreuvement du bétail et la culture maraîchère.

Bilan et potentiel d'amélioration

Les programmes suisses ont contribué de manière non négligeable à améliorer l'accès à l'eau pour bon nombre de personnes, un résultat dû non seulement à la construction de nouvelles installations, mais également à la rénovation d'infrastructures endommagées ou obsolètes (puits, pompes).

Les technologies appliquées sont pour la plupart bien adaptées aux conditions et aux besoins locaux. Certaines sont très simples (aménagement de seuils d'épandage dans le lit d'un fleuve), d'autres requièrent des installations plus modernes (pompes dans

les villes). Des mesures de prévention des catastrophes accompagnent désormais de plus en plus souvent la majorité des programmes.

Une fois les installations construites, l'accès à l'eau n'est pas garanti pour autant. Il s'agit en effet de régler les responsabilités relatives à l'exploitation et à l'entretien du matériel. L'approche adoptée par la Suisse – constitution de groupes d'utilisateurs ou de sociétés locales d'exploitation – s'est avérée payante.

Comme le montre le programme mené dans la ville de Khujand (Tadjikistan), le

contexte pourrait dans certains cas être mieux pris en compte: par un système de pompage, l'installation d'adduction d'eau soutenue par la Suisse passe par l'alimentation en électricité. Les nombreuses interruptions de courant que connaît la ville en hiver se traduisent dès lors par de fréquentes coupures d'eau.

Dans la plupart des projets d'adduction d'eau, il convient en outre d'accorder une attention redoublée aux questions d'évacuation (assainissement, latrines), l'augmentation de la consommation rendant le problème de son élimination encore plus aigu.



Pompe manuelle au Bangladesh (photo: T. Linder)



Production accrue par l'irrigation: pépinière au Niger (photo: A. Schenker)

Effets directs sur la population

Une amélioration de l'accès à l'eau accroît le niveau de vie et réduit la pauvreté en exerçant une influence bénéfique sur la santé et en augmentant tout à la fois la sécurité alimentaire, les revenus et le temps disponible. On note également des effets positifs sur la capacité d'organisation des habitants ainsi que sur la promotion de la femme, deux aspects qui restent toutefois fortement dépendants des contextes respectifs.

Atténuation de certaines affections

Dans presque tous les programmes de gestion de l'eau examinés, la prévalence des maladies dont la propagation est favorisée par l'eau (notamment dysenterie et choléra) a diminué.

Cette avancée améliore la qualité de vie et la capacité de production des habitants. Au Bangladesh par exemple, l'insalubrité des installations et le manque d'hygiène étaient responsables de deux à trois épisodes graves de

dysenterie par ménage et par mois, ce qui se traduisait à chaque fois par deux à six journées de travail perdues – soit un déficit considérable pour l'économie publique. Le projet cofinancé par la Suisse, qui a permis le puisage de l'eau dans les nappes phréatiques (pompes manuelles), a réduit la fréquence de ces affections sur tout le territoire.

Là où les programmes suisses ont réalisé des améliorations des conditions sanitaires, les familles ont économisé des frais de médicaments, de consultations médicales et d'hos-

pitalisation, sans oublier le coût des déplacements vers les hôpitaux.

Sans une éducation à l'hygiène appropriée, les conditions de santé ne s'améliorent guère. Au Mozambique par exemple, 5 % seulement des personnes se lavaient régulièrement les mains, même après le lancement du projet suisse. Le poids de la tradition, associé au manque d'attention accordé à cet aspect du développement expliquent que, malgré l'amélioration de l'approvisionnement en eau, les effets positifs sur la santé sont à peine perceptibles.

En Moldavie, le taux d'hépatite A a reculé. Cet effet positif lié à l'amélioration de l'approvisionnement en eau a cependant été neu-



Puits au Niger (photo: DDC)

tralisé par la dégradation générale du système de santé, qui a réduit l'efficacité du programme suisse.

Les effets positifs du programme mené au Bangladesh, cités plus haut, sont également menacés: la teneur en arsenic des nappes phréatiques constitue un danger pour la moi-

tié de la population, un problème qui n'avait pas pu être prévu au départ. La Suisse soutient la recherche dans ce domaine pour tenter d'y remédier.

De l'eau à disposition: un gain de temps

Les programmes d'adduction d'eau potable raccourcissent le temps consacré à l'approvisionnement. Le gain moyen oscille, dans les projets suisses, entre une et huit heures par jour/nuit selon les mesures prises, la saison et la structure des habitations.

Ces heures sont utilisées de manières diverses d'un pays à l'autre. Au Niger, les femmes les consacrent à l'éducation des enfants et au petit commerce. Dans d'autres pays, comme au Nicaragua par exemple, les jeunes filles les mettent à profit pour fréquenter plus assidûment l'école et, en Moldavie, elles sont utilisées pour s'accorder un repos nécessaire.

Le gain de temps est palpable aussi dans les programmes d'irrigation. Dans la vallée de Fergana par exemple, les habitants n'ont plus besoin de surveiller les champs – une occupation qui leur prenait jusqu'à 10 heures par jour – car l'adduction d'eau est désormais réglée.

À Cabo Delgado (Mozambique) par contre, l'économie de temps a été perdue. La population des villages situés le long d'une route s'est accrue plus que prévu et le nombre de puits s'est dès lors avéré rapidement insuffisant. Les habitants sont donc astreints à de longues files d'attente pour s'approvisionner, ce qui a pour résultat que, durant la saison des pluies, ils utilisent à nouveau une eau de moindre qualité.

Sécurité alimentaire

L'accès à l'eau pour l'irrigation et pour l'abreuvement du bétail et sa répartition équi-

Eau potable pour les enfants

La dysenterie est aujourd'hui encore la première cause de décès chez les enfants dans les pays en développement. L'utilité des projets suisses à cet égard ne doit donc pas être sous-estimée.

De nouveaux emplois

Grâce à l'aménagement de seuils d'épandage dans le lit du fleuve sont apparues dans la région de Téra des cultures d'irrigation, la pisciculture et la production de briques adobe. En période de sécheresse, la population a ainsi davantage de cordes à son arc.

L'eau plus proche

Au Niger, les trajets pour l'approvisionnement en eau ont été réduits à 1 kilomètre au plus. Les temps d'attente se sont également raccourcis, car chaque puits dessert moins d'habitants. L'économie de temps s'élève jusqu'à quatre heures par jour.

table sont d'une importance primordiale pour les paysans et les bergers. La production de denrées alimentaires s'est étendue (Niger, Asie centrale: vallée de Fergana) et grâce à la culture de légumes, l'alimentation s'est non seulement diversifiée, mais elle a aussi gagné en qualité.

Les programmes d'adduction d'eau ont également eu un effet positif sur la sécurité alimentaire et la diminution des cas de dysenterie se traduit par une amélioration du bilan nutritionnel. En outre, les femmes et les enfants consomment moins de calories pour porter l'eau si les puits sont plus proches de leur domicile.

Accroissement des revenus

Les agriculteurs constatent une augmentation de leurs revenus particulièrement marquée dans les régions bénéficiant d'installations d'irrigation. Dans la vallée de Fergana (Asie centrale), elle atteindrait 100 % au Tadjikistan et oscillerait entre 10 et 15 % en Ouzbékistan.

L'efficacité de ces initiatives a été renforcée par une approche globale (Niger, Asie centrale: vallée de Fergana). La Suisse n'a pas financé que des programmes de gestion de l'eau, mais elle y a associé d'autres mesures comme la construction de routes ou l'édification de silos pour le stockage des céréales.

Au Bangladesh, le succès est particulièrement notable. Il repose non pas sur la construction de nouvelles installations, mais sur la commercialisation d'une technologie simple (pompe à pédales), surtout auprès des petits agriculteurs. Ceux-ci peuvent désormais cultiver des légumes et du riz et augmenter ainsi sensiblement leur revenu. Plus d'un million de familles sont ainsi parvenues à l'élever au-dessus du seuil de pauvreté.

Dans les villes, le raccordement des maisons aux réseaux d'alimentation en eau et d'évacuation produit un bénéfice économique. À Nukus (Ouzbékistan), la valeur des terrains reliés aux égouts a augmenté de 25 %, facilitant en outre l'accès aux prêts bancaires.

Expérience de l'organisation

Les projets de gestion de l'eau ont pour effet de promouvoir l'organisation locale (constitution de groupes d'utilisateurs et participation). Dans ce domaine, la coopération suisse au développement a remporté de grands succès dans presque tous ses programmes. À

quelques exceptions près, les groupes créés continuent à bien fonctionner.

La population gagne en confiance et sa capacité à s'organiser, développée par le biais des programmes dans le secteur de l'eau, l'aide à atteindre d'autres objectifs.

Augmentation des connaissances

Tous les projets suisses comportent une composante formation, dont les résultats sont presque toujours positifs. Le savoir est acquis et appliqué.

En Moldavie, 30'000 personnes ont désormais de bonnes notions sur les relations entre



Inauguration d'une station de pompage en Moldavie (photo: T. Umbehr)

Voix de Moldavie

«Le projet de gestion de l'eau a été pour nous une école de la démocratie. La population a pu participer à tous les niveaux.»

eau potable et qualité de l'eau ou hygiène et santé, ainsi que sur la gestion économe des ressources en eau. Au Nicaragua, ces campagnes ont même atteint 40'000 personnes et, à Khujand, la population entière de la ville, à savoir 145'000 citoyens.

Au Mozambique, des cours ont été donnés sur une longue durée et des bourses octroyées à des spécialistes du secteur de l'eau. Cette approche s'est avérée plus probante que les formations brèves. Plus de 60 % des 730 personnes formées ont pu ensuite trouver un emploi.



Comité pour l'eau au Nicaragua: la discussion des tarifs. (photo A. Maître)

Promotion des femmes

Les femmes sont à la fois bénéficiaires des projets de gestion de l'eau potable – comme groupes cibles (économie de temps, allègement de la charge de travail) – et participantes (groupes d'utilisatrices).

Au Nicaragua, les expériences sont particulièrement positives. Les femmes ont davantage la possibilité de participer aux décisions. En outre, la fréquentation de l'école est simplifiée pour les filles depuis que des latrines y ont été construites.

D'une façon générale cependant, les projets visités montrent que seule la volonté des milieux politiques et de la société civile est à même d'en garantir la durabilité. Un programme ne suffit pas à lui seul pour induire un changement culturel.

L'exemple de la Moldavie reflète bien la réalité des nombreux programmes de gestion de l'eau. La participation des femmes aux assemblées des groupes d'utilisateurs ne dépasse pas 10 à 20 %. En revanche, celles-ci

sont très actives dans la comptabilité, «car elles savent mieux gérer l'argent».

Bilan et possibilités d'amélioration

Dans sept des dix projets bilatéraux examinés, les programmes suisses ont contribué à réduire la pauvreté en satisfaisant à un ou plusieurs des critères décrits plus haut (amélioration de la santé, utilisation productive du temps épargné ou accroissement du revenu). L'analyse montre donc que l'efficacité visée par les programmes suisses a été atteinte.

Les effets sont directs, tangibles et parfois surprenants: dans la vallée de Fergana par exemple, des paysans indiquent qu'ils dorment mieux aujourd'hui, car ils ont moins de conflits dans leur famille ou avec le voisinage quant à la répartition de l'eau et qu'ils ont moins besoin de surveiller leurs champs.

Le renforcement de la capacité des populations locales à s'organiser est l'une des grandes victoires de l'approche suisse.

Si l'ampleur des effets est importante, elle continue à dépendre de facteurs externes. La fixation de prix par l'Etat peut par exemple atténuer l'impact positif d'un programme d'irrigation, car les paysans n'ont pas la possibilité de tirer profit de leurs nouveaux atouts (vallée de Fergana). De même, des conflits sur la propriété des terrains peuvent constituer des obstacles (Niger).

On enregistre des déficits au Mozambique, au Bangladesh et à Khujand (Tadjikistan), où les objectifs visés n'ont été que partiellement atteints.

À l'avenir, les principes «pas d'adduction d'eau sans assainissement» et «pas d'irrigation sans évacuation des eaux» devraient être encore plus scrupuleusement suivis dans les programmes suisses. À défaut, l'efficacité des mesures prises serait bien moins importante qu'escompté et des problèmes d'environnement pourraient apparaître.

Promotion des femmes au Nicaragua

Les nombreux cours de perfectionnement donnés dans le cadre du programme suisse de gestion de l'eau ont déployé leurs effets: les présidences des groupes d'utilisateurs sont aujourd'hui assumées à près de 40 % par des femmes.



Bassin de décantation à 30 km de Nukus (photo: DIE)



Vallée de Fergana: survie de l'agriculture grâce à l'irrigation (photo: C. Lang)

Effets sur les conditions cadres

Élans économiques, incitations à la bonne gouvernance et protection de l'environnement sont autant d'effets sur les conditions cadres. Perceptibles dans tous les projets de gestion de l'eau soutenus par la Suisse, ils sont de nature à favoriser la réduction de la pauvreté.

Amélioration de la place économique

La majorité des programmes de gestion de l'eau examinés ont eu pour effet d'encourager les bénéficiaires à croire au développement et à investir.

À Debrecen (Hongrie), les coûts dans l'ensemble supportables de l'adduction et de l'évacuation de l'eau sont devenus un facteur favorable pour la ville en tant que place économique, une avancée dont les particuliers aussi bien que les industries tirent profit. Pour les habitants comme pour les touristes, Debrecen mérite pratiquement le label de «ville propre». À Nukus, l'amélioration du réseau d'égouts donne une meilleure réputation à la ville, où la valeur de nombreux terrains a depuis lors augmenté.

Le programme de gestion de l'eau en Moldavie a généré un changement de mentalité vers davantage d'initiatives propres, ce qui, dans cette société post-soviétique, est susceptible de donner une impulsion au développement. Reste à espérer que le gouvernement soutienne cet élan par des politiques appropriées.

Les projets d'irrigation (vallée de Fergana) déploient également des effets structurels.

L'intensification de la production ainsi que la transformation et la commercialisation des produits ont généré du travail supplémentaire, réparti qui plus est sur toute l'année. L'éventail des cultures s'est élargi, ce qui a contribué à freiner l'exode rural, en particulier de jeunes hommes.

L'artisanat local peut tirer profit des investissements des programmes suisses. Il doit pour ce faire être encouragé par le biais de partenariats, ce qui n'a pas toujours été le cas. Au Bangladesh, la Suisse a soutenu en son temps la distribution de pompes manuelles pendant de nombreuses années sans pour autant associer l'artisanat local à cette activité.

Renforcement des entreprises d'approvisionnement

En règle générale, les investissements suisses dans les entreprises municipales d'approvisionnement et d'évacuation des eaux ont favorisé leur renforcement et, partant, la durabilité des programmes. La clientèle en profite et les fonds étatiques liés sont moins élevés.

À Khujand (Tadjikistan), le soutien de la Suisse a conduit à une professionnalisation de

la gestion des entreprises qui s'est traduite en 2006 pour la première fois par un bilan dans les chiffres noirs. Auparavant, l'eau n'était disponible que pendant 6 à 8 heures par jour alors qu'elle l'est aujourd'hui près de 24 heures sur 24, un succès tempéré occasionnellement par des coupures de courant.

À Nukus (Ouzbékistan), le programme suisse a permis de réaliser des économies d'énergie considérables.

Quelques difficultés se profilent cependant pour asseoir ces succès à long terme: à l'époque soviétique, l'eau était gratuite. La population n'est donc pas toujours prête à payer le prix pour en disposer. Toutefois, une

culture consensuelle entre les utilisateurs d'eau.

La vallée de Fergana (Asie centrale) en offre un bon exemple. Les États post-soviétiques concernés avaient des difficultés à collaborer et la répartition de l'eau était source de conflits. La Suisse a donc orienté d'emblée sa stratégie sur la résolution de problèmes organisationnels. Associée aux contributions pour la rénovation des infrastructures, cette approche a eu des effets positifs dans la société.

Les mesures de régulation des conflits se sont jusqu'ici également avérées efficaces au Niger. Grâce à de nouvelles procédures de



Production de pompes manuelles dans un atelier artisanal, Inde. (photo E. Baumann)

campagne d'information mise en œuvre à Khujand a fait passer de 60 % à 90 % la disposition à honorer les factures d'eau.

Réduction des conflits

Dans tous les projets examinés, la Suisse a exercé une forte influence sur la diffusion de stratégies de résolution des conflits et sur la

concertation, la compréhension mutuelle entre les ethnies s'est accrue.

Incitations à la bonne gouvernance

Une grande partie de ces effets se répercute aussi directement sur la bonne gouvernance. L'État a été renforcé, aux niveaux tant local que national, de sorte qu'il assume mieux ses devoirs au service de ses citoyens.

En font notamment partie la promotion et le soutien des programmes nationaux de gestion de l'eau, ce que la Suisse a contribué à

Un bon élan

Le développement de la vallée de Fergana doit beaucoup aux programmes suisses. La productivité agricole a augmenté et les paysans constatent que la répartition de l'eau est plus équitable entre les cours supérieur et inférieur du fleuve. Les conflits sont moins nombreux.

Emplois dans le secteur des pompes manuelles

Grâce notamment au soutien apporté par la Suisse, de nombreux pays se sont lancés dans la production de pompes manuelles (Inde, Bangladesh, Mozambique, Tanzanie, Afghanistan et bien d'autres encore).

obtenir au Bangladesh, au Niger ou au Nicaragua par exemple. Dans ce contexte, la collaboration avec d'autres donateurs et les organisations multilatérales a été essentielle.

Protection de l'environnement

Les investissements dans l'assainissement (Nukus, Debrecen) ont un impact clairement positif sur la protection des eaux. Nukus (Ouzbékistan) est située au cœur de la catastrophe écologique de la mer d'Aral. Le projet suisse contribue à collecter et à traiter les eaux usées, tout en mettant l'accent sur l'économie d'énergie (réduction de 40 % de la consommation annuelle).

Dans quelques-uns des projets soutenus par la Suisse (Niger et vallée de Fergana), l'équilibre en matière de gestion de l'eau n'est pas encore atteint. À ces deux endroits, il s'agit de faire concorder la consommation d'eau avec les réserves à disposition.

Mais à long terme, l'effet de ces programmes peut être positif, notamment par le maintien d'une occupation décentralisée du territoire. L'amélioration des conditions de vie est à même d'intensifier les mesures de protection des ressources naturelles.

Inflexion des tendances en matière de développement

L'étude montre que les programmes menés dans le secteur de l'eau peuvent avoir des effets structurels positifs, lesquels influent à leur tour sur le développement global. À l'inverse, des problèmes généraux sévissant dans les régions concernées sont aussi susceptibles d'atténuer l'efficacité des projets de gestion de l'eau menés par la coopération suisse au développement. Au Nicaragua par exemple, les emplois manquent. En Moldavie et au Tadjikistan, on assiste à une dépression économique généralisée et le Niger lutte contre les répercussions des changements climatiques (sécheresse).

La province de Cabo Delgado (Mozambique) ne fait pas exception: au moment de

son indépendance du Portugal en 1975 – année où le programme suisse a démarré –, elle sortait de 16 ans d'une guerre civile dévastatrice, élément qui doit être pris en compte dans l'évaluation de l'efficacité des projets.

Bilan et possibilités d'amélioration

Tous les projets examinés ont des effets positifs sur les conditions cadres: impulsions économiques, gestion de conflits, protection de l'environnement, renforcement des entreprises d'approvisionnement et d'évacuation des eaux et bonne gouvernance.



Khujand: les compteurs d'eau sont importants pour garantir l'égalité de traitement des consommateurs et leur disposition à payer leurs factures. (photo M. Gysin, SECO)

Les programmes suisses sont donc à même d'influer positivement sur le développement d'une région ou d'une ville, mais pas d'infléchir une éventuelle tendance défavorable (développement global).

Meilleure disposition à payer à Khujand (Tadjikistan)

Malgré les problèmes qui persistent à Khujand (Tadjikistan), les clients affichent un degré de satisfaction plus élevé qu'auparavant, ce qui se traduit par une meilleure disposition à honorer leurs factures: le pourcentage des paiements effectués est passé de 60 % à 93 % en 9 mois.

Pollution de la mer d'Aral

Selon les autorités locales, la contribution suisse à l'assainissement est arrivée à point nommé. À défaut, la situation aurait empiré de façon dramatique.

L'efficacité à un bon prix

Les mesures prises par la Suisse dans le secteur de l'eau affichent un bon rapport coût/utilité, même en comparaison internationale. Dans les programmes examinés, chaque franc suisse a produit un bénéfice social et économique moyen de trois à cinq francs.

L'efficacité démontrée jusqu'ici a été soumise à une évaluation du rapport coût/utilité. Pour ce faire, les experts ont passé en revue dix programmes menés depuis cinq ans au moins et dont la documentation était suffisante pour permettre une telle analyse.

Les coûts ont été relevés de la manière la plus exhaustive possible et les bénéfices (efficacité) évalués de façon plutôt conservatrice. Dans cette catégorie ont été pris en considération l'augmentation des recettes et des revenus, la diminution des coûts de la santé et le gain de temps. D'autres effets (p. ex. renforcement de la capacité locale à s'organiser) ne se prêtent pas à une évaluation purement monétaire, mais doivent être intégrés au moment du bilan final.

La durée de vie des installations a été estimée à 10 ans pour l'adduction d'eau potable et à 20 ans pour l'irrigation.

Programmes d'adduction d'eau potable

Dans les programmes d'adduction d'eau potable, chaque franc investi engendre un bénéfice de cinq francs au moins, ce qui est un bon résultat en comparaison internationale.

Les coûts s'élèvent à 50 francs par personne, produisant ainsi un bénéfice de 250 francs, généré à parts à peu près égales par les économies réalisées sur les coûts de la santé et par le gain de temps.

La technologie utilisée, la densité de la population, les prix et la gestion locale de l'exploitation des installations d'eau ont une influence sur le résultat.

Programmes d'irrigation

Dans ce secteur, le bilan est également positif, puisque chaque franc investi génère un bénéfice moyen de trois francs dans le pays.

Les coûts des projets d'irrigation, qui se montent à 475 francs par personne, sont relativement élevés, mais le bénéfice est à l'avenant (1400 francs par personne). Le change-

ment de système de production (p. ex. passage des céréales à la culture de légumes) a ici une incidence particulière.

L'augmentation de la production est relativement simple à chiffrer. Les autres effets qui en découlent (comme une meilleure résolution des conflits) n'ont pas été pris en compte dans cette analyse.



Femmes et enfants: les premiers bénéficiaires (photo: DDC)

Bilan et possibilités d'amélioration

D'un point de vue économique, les efforts de développement consentis dans le secteur de l'eau sont payants et leur prix est modéré.

Les programmes menés dans des régions pauvres et géographiquement reculées affichent eux aussi un rapport coût/utilité positif. Dans ces cas, les effets ne pouvant pas être chiffrés n'ont pas du tout été pris en compte.

À l'avenir, les projets suisses de gestion de l'eau devraient créer de meilleures bases pour le relevé des données sur le rapport coût/utilité et aider les pays concernés à faire de même dans la planification de leurs propres programmes.

Beaucoup d'effets pour peu d'argent

Grâce à l'utilisation de technologies simples, dont le coût global n'est que de 26 francs par personne, le programme de gestion de l'eau potable mené au Niger affiche un rapport coût/utilité extrêmement positif.

Durabilité des effets

Les effets positifs perdureront-ils? Les analyses réalisées montrent que les chances sont bonnes. Elles le sont particulièrement dans les projets où les partenaires se sont fixé un objectif précis et où ils fournissent eux-mêmes des prestations. Dans les pays pauvres, les partenaires sont encore tributaires de l'aide au développement pour les gros investissements et les réparations d'une certaine ampleur.

Durabilité technique et financière

Dans les pays où la situation est favorable et où les partenaires sont compétents, il est beaucoup plus simple qu'ailleurs de garantir une durabilité technique et financière.

suffisent généralement pas pour assumer des réparations d'une certaine ampleur ou le renouvellement des installations.

Autour des programmes se développe un secteur privé formé d'entreprises de plus en plus compétitives. Les investissements dans les



Station d'eau en Moldavie (photo: T. Umbehr)

Couverture insuffisante des coûts en Moldavie

Le projet d'approvisionnement en eau potable est de loin celui qui améliore le plus la qualité de vie. Pour exploiter les investissements suisses de façon durable, le prix de l'eau devrait être fixé entre 60 et 90 centimes le m³, alors qu'il n'est à l'heure actuelle que de 50 centimes.

Debrecen (Hongrie) en offre un bon exemple. L'entreprise d'approvisionnement en eau et d'assainissement jouit d'une excellente gestion. Les conditions cadres légales sont clairement définies et contrôlées par un service indépendant. Qui plus est, l'exploitation et l'entretien ne nécessitent aucune subvention. L'efficacité du programme suisse s'inscrit donc dans la durabilité.

En zone rurale, le fonctionnement des groupes d'utilisateurs est décisif en matière de durabilité. Dans tous les programmes suisses, ces groupes sont en mesure de financer eux-mêmes les petites réparations, voire le raccordement de nouvelles maisons au réseau d'adduction d'eau (à l'exception du Mozambique). Par contre, les fonds ne

travaux d'entretien et de réparation sont cruciaux pour ce secteur, qui devient l'un des «moteurs» de la durabilité.

La durabilité est plus problématique dans les pays pauvres, en particulier lorsque les taxes prélevées pour l'eau ne couvrent pas les coûts réels de l'approvisionnement ou que les systèmes ne sont pas réparés ni entretenus de façon satisfaisante. En pareil cas, le succès des programmes est menacé à long terme.

Les défauts de paiement peuvent également constituer un problème dans les programmes d'irrigation. Dans la vallée de Fergana par exemple (Asie centrale), seuls 56 % des utilisateurs paient leurs redevances aux autorités du canal.

Groupes d'utilisateurs bien gérés au Nicaragua

Leur bonne gestion a permis aux comités de l'eau nicaraguayens de constituer des réserves pour des réparations importantes. Dans un cas par exemple, une pompe d'une valeur de 6000 francs suisses a pu être remplacée. Un problème reste pour l'heure irrésolu: la hausse rapide du prix du courant menace les petites installations qui doivent pomper l'eau des nappes phréatiques jusqu'en surface.

Point d'interrogation à Nukus (Ouzbékistan)

Dans un pays comme l'Ouzbékistan, l'acquisition de pièces de rechange en Suisse exige un travail administratif considérable.

Acceptation des latrines par la population mozambicaine

Dans la région où se déroule le programme suisse (Cabo Delgado), un tiers de la population possède des latrines. Elles sont très utilisées à l'intérieur du pays, où les habitants ont peur des bêtes sauvages, mais le sont beaucoup moins en région côtière, car les gens craignent de les voir s'enfoncer dans le sol sablonneux.

De même, la durabilité des installations tributaires des importations pour les pièces de rechange est menacée. C'est le cas de Nukus (Ouzbékistan), qui doit se procurer ce matériel en Suisse, au prix fort.

Durabilité sociale

Les groupes d'utilisateurs bénéficiant du soutien de la Suisse travaillent en règle générale de façon transparente et efficace. Pour que ce système puisse s'étendre, les groupes doivent être formellement reconnus, ce qui exige un dialogue avec les gouvernements. Celui-ci a été positif au Niger et au Nicaragua, mais la pérennité du système reste néanmoins fortement dépendante de la volonté des gouvernements.

À Cabo Delgado (Mozambique), l'approche suisse n'a fonctionné que partiellement. Le rôle des groupes d'utilisateurs n'était pas clairement défini. Les partenaires locaux n'ont pas reçu les fonds promis par l'Etat et la comptabilité des contributions versées par les habitants a été déficiente dès le début.

Au Bangladesh, la faiblesse des structures institutionnelles menace également la durabilité. Les autorités locales ne remplissent pas leurs devoirs, raison pour laquelle le projet a institué 640 comités villageois. Au bout de quatre ans, un tiers seulement de ces comités fonctionne à satisfaction.

Les tarifs par ménage appliqués pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont socialement supportables dans tous les projets examinés. À Debrecen (Hongrie) et à Nukus (Ouzbékistan), ils représentent 3 à 4 % du budget moyen des ménages. En outre, les familles pauvres peuvent obtenir des subventions. À Nukus par exemple, l'association des propriétaires de logements touche de la ville 10 % de l'ensemble des revenus tirés de l'adduction d'eau et de l'assainissement. Elle peut en consacrer 60 % au subventionnement de familles à faibles revenus.

Dans les projets ruraux d'approvisionnement en eau, le système des «subventions croisées» est également à l'étude. Il est déjà appliqué avec succès dans certaines régions du Nicaragua: la consommation individuelle est mesurée et les ménages affichant une forte consommation et des revenus supérieurs à la moyenne paient proportionnellement davantage que les familles plus pauvres.

Durabilité écologique

Bien que les principes de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) soient connus de tous les participants, leur manque d'observation constitue la plus grande faiblesse de tous les projets de gestion de l'eau.

La propension générale à respecter les principes écologiques est précaire dans certains des pays examinés. Le risque de sécheresse augmente nettement, mais la consommation d'eau aussi. Presque partout, la catastrophe menace et des facteurs météorologiques défavorables sont encore aggravés par les changements climatiques.

La durabilité des nombreux effets positifs obtenus par les programmes de développement dans le secteur de l'eau est mise en péril par l'ensemble de ces évolutions.

Dans la moitié environ des programmes faisant l'objet de la présente étude, la Suisse a réagi à ce danger. Au Niger par exemple, des puits ont été construits dans les régions les plus exposées. En outre, la capacité des populations à prévenir les catastrophes naturelles et à gérer les conflits liés à la répartition de l'eau a été renforcée.

Possibilités d'amélioration

Sur les plans tant financier que social, les chances de durabilité sont bonnes dans la plupart des programmes. Dans trois cas, la durabilité effective a même pu être constatée, car il s'était écoulé suffisamment de temps entre la cessation de l'aide suisse et le moment où l'étude a été menée.

D'une manière générale, il est plus difficile d'obtenir des résultats probants dans le domaine institutionnel ou le dialogue politique que dans la planification et la mise sur pied d'un projet à l'échelle locale. Le fait que des réformes soient incomplètes et qu'elles ne soient pas appliquées de manière conséquente peut menacer leur durabilité. Le caractère à long terme de l'engagement et la collaboration à divers niveaux (local, national et international) revêtent ici une grande importance.

Les prévisions relatives aux changements climatiques devraient à l'avenir être davantage prises en compte dans les programmes de gestion de l'eau. S'ils veulent infléchir la tendance générale, tous les participants doivent tirer à la même corde et renforcer résolument leur engagement écologique.

Effets sur la politique multilatérale et les réseaux spécialisés

Les programmes multilatéraux et les réseaux spécialisés ont un impact croissant sur l'échange de savoirs, la formulation de stratégies et la planification de programmes d'investissement dans le secteur de l'eau. La Suisse prend une part très active à la réflexion à ce niveau et son influence sur l'agenda mondial de l'eau est plus importante que ne le laisserait supposer le volume de son engagement financier.

Les programmes et réseaux multilatéraux soutenus par la Suisse dans le secteur de l'eau sont orientés sur les buts suivants: échange de savoirs, dialogue politique, conseil, mise sur pied et consolidation d'institutions, application de mesures. La

en eau et l'assainissement (CCEA) est parvenu à placer au centre des débats internationaux le thème longtemps négligé de la couverture sanitaire et de l'hygiène. Ce succès se reflète notamment dans le fait



Forage pour une installation de pompage en Afrique (photo: E. Baumann)



Stand suisse au Forum mondial de l'eau de Mexico, 2006 (photo: F. Muenger)

majorité des projets visent à réduire la pauvreté, un fléau contre lequel les programmes nationaux luttent indirectement.

Efficacité des programmes

Les programmes et organisations ayant bénéficié du soutien de la Suisse ont atteint leurs objectifs, un succès qui amène des progrès visibles pour la population:

- Le Programme eau et assainissement de la Banque mondiale (PEA) applique depuis des décennies des solutions pratiques pour la population pauvre sur l'ensemble de la planète. C'est ainsi qu'au Bangladesh, une grande campagne a permis d'atteindre une couverture sanitaire presque complète du territoire, ce qui a amélioré de façon substantielle les conditions de santé des habitants.
- Grâce à un travail de lobbying, le Conseil de concertation pour l'approvisionnement

que l'ONU a proclamé 2008 «Année internationale de l'assainissement».

- Grâce au Conseil mondial de l'eau (CME), les discussions sur des thèmes tels que le droit à l'eau et les partenariats entre secteur public et secteur privé ont gagné en importance au plan international. Ces sujets ont occupé le devant de la scène lors des deux plus grandes conférences mondiales sur l'eau (éditions 2003 et 2006 du Forum mondial de l'eau). Avec les lignes directrices qu'elle a présentées sur la participation du secteur privé, la Suisse a pu fournir une contribution importante.
- Le Programme conjoint OMS/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP) mesure les progrès réalisés dans le secteur de l'eau et en publie les résultats dans des graphiques aisément compréhensibles. Il fournit par là une

Rural Water and Sanitation Network (RWSN)

La concentration sur une seule activité importante (ici une technologie de forage bon marché) montre une certaine efficacité. La durabilité du réseau pour l'alimentation en eau des zones rurales et l'assainissement est cependant incertaine, car le réseau est tributaire d'un soutien externe.

Forum mondial de l'eau

Le Conseil mondial de l'eau (CME) a organisé quatre forums jusqu'ici, qui mobilisent la politique et l'opinion publique. Ils indiquent l'orientation générale que suivront les États sur les questions touchant à l'eau et fixent le calendrier international en la matière. Le prochain forum se tiendra en mars 2009 à Istanbul (Turquie).

Forum économique mondial (WEF)

L'engagement de la Suisse dans le cadre du WEF et son savoir-faire ont permis de constituer en Inde et en Afrique du Sud des partenariats entre gouvernement national, gouvernements fédéraux et entreprises privées. La création de l'Indian Business Alliance on Water, sous l'égide de la Confederation of Indian Industry, en est un exemple.

La commission du Mékong (MRC)

En soutenant le secrétariat de cette commission, la Suisse a contribué à faire naître une institution interétatique régionale dans une partie du monde qui était jusqu'à très récemment le théâtre de nombreux conflits. La région du Mékong offre l'exemple d'une croissance économique fulgurante, surtout en termes de commerce (fluvial) et de constructions de barrages pour l'énergie hydro-électrique.

base essentielle pour les prises de décision sur l'investissement des moyens financiers. Le Plan d'action Hyogo de l'ONU pour la réduction des catastrophes donne une orientation pour les acteurs de la scène humanitaire dans le monde entier. Ayant assumé la présidence de sa commission consultative, la Suisse a pu apporter son expérience en la matière et fournir une contribution déterminante à l'établissement de ce plan d'action.

Des succès ont été remportés dans le dialogue politique aussi. Sur proposition du Partenariat mondial de l'eau (PME) par exemple, des ministères des ressources naturelles et de l'environnement ont été créés en Thaïlande,



Création d'un partenariat public-privé en Inde. (photo: Confederation of Indian Industry)

en Malaisie et au Vietnam, créant ainsi les conditions d'une gestion durable de l'eau.

Quant aux organisations axées sur la recherche (ICIMOD, IMWI), le risque est grand qu'elles négligent le contexte politique et l'application pratique des mesures, ce qui réduit l'efficacité de technologies par ailleurs généralement intéressantes.

Influence de la Suisse

Conjointement avec les organisations multilatérales, la Suisse maintient un dialogue régulier avec les gouvernements des pays dans lesquels elle finance des programmes. Grâce au soutien du PEA et de la Suisse, le Nicaragua a formulé une politique globale de gestion de l'eau.

Lorsque cela était nécessaire, la Suisse a participé à la fondation de nouvelles organisations (CCEA, PEA) et a contribué à la formulation de normes et à la création d'instruments internationaux qui ont connu une large diffusion.

L'impact probablement le plus important que la Suisse ait eu sur la politique et le monde spécialisé concerne la couverture sanitaire et l'hygiène, préoccupations qu'elle a réussi à placer sur le devant de la scène. Grâce à des partenariats multilatéraux (CCEA et JMP), ce thème a été intégré dans la liste des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le Programme eau et assainissement de la Banque mondiale (PEA) a diffusé les technologies requises et on a assisté en 2008 à Genève à la création du Fonds mondial pour l'assainissement. Dans toutes ces réalisations, la participation de la Suisse a été décisive.

Coordination en Suisse

Au plan national, la Suisse coordonne le dialogue et les échanges relatifs au secteur de l'eau par le canal de deux réseaux spécialisés.

Le Comité interdépartemental pour le développement durable (CIDD), groupe de travail interne à la Confédération, a élaboré des positions communes à l'intention de conférences internationales (p. ex. sur le thème des partenariats entre les secteurs privé et public). Les activités ont été harmonisées du point de vue du calendrier, mais aussi du contenu, et des avis et propositions émis à l'intention du Conseil fédéral et du Parlement.

Par le biais du réseau AGUASAN, les spécialistes suisses sont tenus en permanence au courant des tout derniers développements dans le secteur de l'eau. AGUASAN est considéré comme l'organe spécialisé par excellence en Suisse pour les questions d'eau et de développement. Il représente une communauté de savoirs efficace.

Possibilités d'amélioration

Si la Suisse est un pays donateur modeste, elle parvient toutefois à intégrer les thèmes qu'elle juge importants dans l'agenda international.

Cette efficacité repose essentiellement sur deux facteurs: sa disposition à s'engager à long terme dans une organisation ou un pays et une combinaison judicieuse entre savoir-faire et moyens financiers.

Les préoccupations liées à l'environnement, comme les changements climatiques, occupent une place croissante dans l'agenda des organisations multilatérales que la Suisse soutient. Dans ce contexte, la gestion de l'eau représente encore un défi de taille pour la coopération au développement.

Liste des projets visités

Projets bilatéraux

Région/Pays	Année	Descriptif	Contribution annuelle de la Suisse	% du total
Bangladesh	1975–2007	Approvisionnement en eau des régions rurales et construction de latrines; programme en plusieurs étapes	410'000	10–30 %
Khujand (Tadjikistan)	2005–2008	Approvisionnement en eau de la ville de Khujand (145'000 habitants); raccordement des maisons au réseau, construction de canalisations, organisation et formation des utilisateurs	990'000	67 %
Moldavie	2001–2005	Approvisionnement en eau de 15 villages, soit 25'000 personnes ; installations sanitaires dans les écoles; programme d'origine: aide d'urgence	840'000	67 %
Mozambique: Cabo Delgado	1979–2004	Approvisionnement en eau des régions rurales et construction de latrines; 2000 points d'eau pour 140'000 personnes; 135 comités de l'eau, etc.	1'660'000	80%–90 %
Mozambique: Formation	1986–2004	Programme de formation; octroi de 732 bourses; conseils; travail de relations publiques	1'300'000	env. 40 %
Nicaragua	1982–2015	Approvisionnement en eau des régions rurales et construction de latrines; 285'000 raccordements au réseau; 150 comités de l'eau; décentralisation	1'750'000	60 %
Niger	1979–2004	Programme pour un développement agricole intégré avec des composantes d'eau (puits, seuils): 700'000 bénéficiaires	2'050'000	90 %
Vallée de Fergana (Asie centrale)	2001–2008	Gestion intégrée des ressources; construction de canaux pilotes, meilleure gestion de l'irrigation	960'000	100 %
Debrecen (Hongrie)	1998–2001	Optimisation de l'approvisionnement en eau et du système d'évacuation dans la ville de Debrecen (210'000 habitants); amélioration de la technologie	1'620'000	25 %
Nukus (Ouzbékistan)	1998–2005	Remise en état du réseau d'évacuation des eaux usées dans la ville de Nukus pour 230'000 habitants; formation de personnel	940'000	100 %
Total			12'520'000	

Projets multilatéraux

Organisation	Création	Descriptif	Contribution annuelle de la Suisse CHF
Aguasan	1983	Plate-forme pour les spécialistes suisses; échanges spécialisés dans des ateliers; invitation d'experts de l'hémisphère Sud	120'000
CCEA	1990	Partie du système des Nations Unies; créé avec l'aide de la Suisse; siège à Genève	450'000
CIDD	2003	Plate-forme de l'administration fédérale; garantit la cohérence de la Suisse dans les questions touchant à l'eau	0
CME	1996	Conseil mondial de l'eau; organisation des forums mondiaux de l'eau; 250 à 300 organisations membres dans environ 60 pays	100'000?
ICIMOD	1983	International Center for Integrated Mountain Development; siège à Katmandou; regroupe huit pays de la région; recherche et conseils; créé avec l'aide de la Suisse; nombreux autres donateurs	600'000
IWMI	1983	International Water Management Institute; centrale à Colombo; dix bureaux régionaux en Afrique et en Asie; recherche appliquée	450'000
JMP	1990	Programme conjoint OMS/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP); référence pour l'OMD 7, cible 10	125'000
MRC	1995	Commission du Mékong; plate-forme commune des États riverains du Mékong	550'000
PEA	1979	Programme eau et assainissement de la Banque mondiale; actif dans le monde entier; la Suisse figure parmi les principaux pays donateurs; les projets pilotes conduisent au dialogue politique ; lien direct avec la réduction de la pauvreté	2'330'000
PME	1996	Partenariat mondial; collaboration avec de nombreux pays; GIRE; nombreux donateurs	350'000
RWSN	1992	Rural Water Supply Network Africa	140'000
WEF	2005	Initiative pour l'eau du Forum économique mondial (WEF)	150'000
WOCAT	1992	World Overview of Conservation Approaches and Technologies; promotion des innovations; la Suisse en est le principal pays donateur	1'150'000
Total			6'515'000

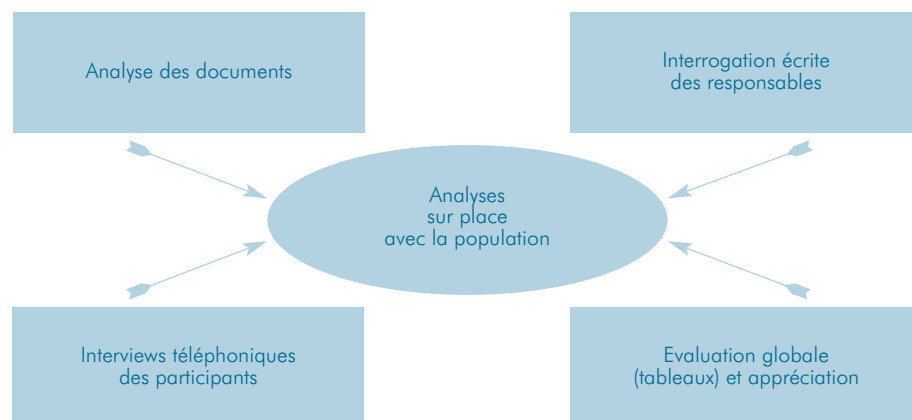
Méthodes appliquées – en un coup d’œil

Questions – L’élaboration des fondements du présent rapport sur l’efficacité a été confiée à l’Institut allemand pour la politique du développement (DIE, www.die-gdi.de). Les thèmes prioritaires de l’analyse, réalisée en collaboration avec le bureau de consultants FAKT, étaient les suivants:

- Projets bilatéraux: efficacité en termes de réduction de la pauvreté (accès à l’eau, utilité pour la population), durabilité
- Mesures multilatérales: influence politique de la Suisse, efficacité des programmes soutenus.

Analyse des documents – Des experts externes ont procédé à une évaluation de l’efficacité à partir des rapports disponibles sur les programmes sélectionnés.

Étude du DIE



Consultation écrite des responsables – Les experts se sont attachés en priorité à recueillir les avis des chargés de programmes et des responsables sur place. Il s’est agi ici d’une évaluation sectorielle rapide (Rapid Sectoral Assessment – RSA) au moyen d’un questionnaire écrit.

Interviews téléphoniques des participants – Les personnes interrogées étaient en priorité les responsables et les collaboratrices et collaborateurs des programmes multilatéraux auxquels la Suisse participe.

Analyses sur place – Les experts ont recueilli l’évaluation des personnes directement concernées et des participants sur la base de deux méthodes:

- Method for Impact Assessment for Programs and Projects (MAPP): avec des groupes cibles et des participants, des informations

ont été récoltées sur les tendances du développement et l’efficacité des mesures sur les conditions de vie des habitants.

- Etudes de suivi: lors des visites, des interviews semi-structurées ont été menées avec les personnes concernées et des participants choisis au hasard, selon le principe de la boule de neige.

De telles analyses ont été conduites dans tous les pays, à l’exception du Bangladesh et du Mozambique.

Evaluation globale

Toutes les informations ont été enregistrées sur des fiches de travail qui ont été soumises au DIE pour analyse, contrôle de la qualité et évaluation.

Le DIE a ensuite synthétisé les déclarations les plus importantes sur des tableaux. Les divergences en matière d’évaluation ont été discutées avec les experts concernés.

Le matériel à l’origine du présent rapport sur l’efficacité comprend une présentation générale assortie de conclusions, des évaluations et des recommandations ainsi que l’ensemble des rapports des analyses effectuées sur place, des fiches de travail et des tableaux de synthèse. Tous ces documents sont à disposition sur demande.

En complément, une analyse coût/utilité a été effectuée par le SKAT et l’IC. En raison de la disponibilité de données, les programmes choisis ne concordent pas dans tous les cas avec ceux qui ont été examinés par le DIE, mais leurs objectifs sont similaires.

Le présent rapport a été rédigé en externe sur la base du matériel susmentionné, puis discuté avec la DDC et le SECO en vue d’améliorer les programmes de gestion de l’eau financés par la Confédération.

L’évaluation des projets bilatéraux

L’évaluation des projets bilatéraux fait état d’un bilan généralement positif et de bonnes chances de durabilité dans la plupart des programmes. Leur efficacité majeure réside dans une amélioration de l’accès à l’eau et dans leur contribution à la bonne gouvernance (notamment participation de la population, meilleures prestations des entreprises d’approvisionnement en eau). La contribution à la réduction de la pauvreté est sensible, mais elle dépend également d’autres facteurs. On remarque aussi une promotion de l’économie, qui n’est cependant pas au centre des préoccupations dans tous les projets.

	Evaluation globale	Accès à l’eau	Réduction de la pauvreté	Contribution à la bonne gouvernance	Contribution à une croissance économique durable	Chances de durabilité
Bangladesh	0	+	0	++	?	+
Khujand (Tadjikistan)	0	+	0	++	0	+/-
Moldavie	+	+	+	++	0	+
Mozambique Cabo Delgado	0	0	-	0	?	0
Mozambique Formation	+	+	0	0	+	0
Nicaragua	++	++	++	++	0	++
Niger	+	++	++	+	+	+
Vallée de Fergana (Asie centrale)	++	++	++	++	++	++
Debrecen (Hongrie)	++	++	0	+	++	++
Nukus (Ouzbékistan)	++	++	+	++	+	+

Source: DIE, adapté pour le rapport. L’échelle va de -- à ++ en passant par -, 0 et +. ? = Les données disponibles n’ont pas permis l’évaluation.

Impressum

Éditeurs

Direction du développement et de la coopération (DDC)
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
3003 Berne, Tél.: 031 322 44 12, Fax: 031 324 13 48
Internet: www.ddc.admin.ch
E-mail: info@deza.admin.ch

Secrétariat d'État à l'économie (SECO)
Département fédéral de l'économie (DFE)
3003 Berne, Tél.: 031 324 09 10, Fax: 031 324 09 62
Internet: www.seco-cooperation.admin.ch
E-mail: info@seco-cooperation.ch

Édition: Jean-Philippe Jutzi (DDC)

Rédaction: Pierre Walther, fast4meter, Berne

Données de base: Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE), Bonn,
responsable Susanne Neubert

Coordination: Adrian Maître (DDC), Odile Keller (SECO)

Graphiste: etter grafik+co, Zurich

Illustration page de couverture: peinture naïve de Walter Castillo, Nicaragua, 1995

Le rapport sur l'efficacité est disponible en allemand, français, italien et anglais. Des exemplaires supplémentaires peuvent être commandés à info@deza.admin.ch ou en appelant au 031 322 44 12.

Numéro ISBN 3-03798-086-9
07.08 9000f 860198338

